

- SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Conférence de presse du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon

Sur le point d'accueillir les dirigeants du monde à l'ouverture de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale dès lundi prochain, le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a insisté aujourd'hui, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée au Siège de l'ONU à New York, sur les trois défis auxquels le monde fait face à savoir, la crise des migrants et des réfugiés, le changement climatique et la situation en Syrie.

Cette année, « la semaine de haut niveau » intervient à un moment critique, a prévenu d'emblée le Secrétaire général. Nous allons chercher des solutions aux conflits prolongés et à la montée des tensions en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Nous allons nous efforcer de maintenir l'élan dans la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable qui constituent notre plan d'action pour la paix et la prospérité sur une planète saine et nous allons souligner les problèmes émergents et les situations qui requièrent une attention plus soutenue.

Parmi ces situations, M. Ban Ki-moon a d'abord parlé de la crise des migrants et des réfugiés. La Déclaration qui sera adoptée dès lundi prochain à la « Réunion de haut niveau consacrée à la gestion des déplacements massifs des réfugiés et des migrants » marquera une étape majeure, a-t-il estimé, en annonçant le lancement d'une campagne mondiale de lutte contre la xénophobie. « Le défi des réfugiés et de la migration est un défi que nous pouvons et devons relever ensemble », a souligné le Secrétaire général.

Oui mais, a interjeté un journaliste, des agences comme l'UNICEF ou le HCR estiment que la Déclaration de la Réunion de haut niveau ne va pas assez loin s'agissant, en particulier de l'accès à l'éducation et de la détention des enfants réfugiés. Après de longs mois de négociations, a répondu le Secrétaire général, les États se sont mis d'accord sur « un bon document » qui donne le feu vert à des négociations sur « un pacte mondial » et sur un autre dans un an et demi.

Nous aurions préféré un document « plus fort », a avoué M. Ban Ki-moon, en espérant que les deux « pactes mondiaux » tiendront compte des recommandations du rapport qu'il présentera à la réunion de haut niveau. Le Secrétaire général s'est dit heureux que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) se joigne dès lundi à la famille des Nations Unies.

M. Ban Ki-moon a ensuite parlé du défi du changement climatique. Après que les deux plus grands pollueurs, la Chine et les États-Unis, ont signé l'Accord de Paris sur le climat la

semaine dernière, le Secrétaire général a souligné qu'il faut 28 pays, soit 16% des émetteurs de gaz à effet de serre, pour que l'Accord entre en vigueur. Il a annoncé que le 21 septembre, il organisera un sommet spécial au cours duquel les États pourront déposer leurs instruments de ratification.

Le troisième défi, a-t-il poursuivi, est la situation en Syrie. Le Secrétaire général a salué le retour à la cessation des hostilités après l'accord conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie. L'ONU, a-t-il dit, est prête à exploiter cette occasion « cruciale » pour acheminer immédiatement une aide vitale à Alep et dans d'autres endroits assiégés et difficiles d'accès en Syrie.

« Pourquoi rien n'a été fait jusqu'ici? » a demandé un journaliste. Le Secrétaire général a précisé que 20 camions sont toujours à la frontière, en attendant que les arrangements pour la sécurité des populations, des agents humanitaires et des chauffeurs soient finalisés. Un autre convoi de 20 camions est prêt à fournir l'aide immédiatement, a-t-il assuré. Je n'ai cessé, a-t-il ajouté, d'exhorter les autorités russes d'user de leur influence sur leurs homologues syriens et le Gouvernement américain de garantir la coopération des groupes armés syriens. Nous travaillons dur et nous sommes déterminés, a affirmé le Secrétaire général.

Il est important, a-t-il insisté, que les négociations intersyriennes reprennent. Les pays qui ont une influence sur les parties ont le devoir d'en user et de saisir cette dernière occasion pour trouver une solution politique et mettre fin à cette guerre « catastrophique ». Doit-on s'attendre à une percée? Nous travaillons assidûment avec les États-Unis et la Fédération de Russie, a répondu le Secrétaire général, en indiquant que dès la semaine prochaine, il présentera son rapport au Conseil de sécurité.

Avant de terminer, M. Ban Ki-moon a indiqué qu'il se rendra, le 17 septembre, à Montréal pour rejoindre le Premier Ministre canadien, M. Justin Trudeau, et d'autres dirigeants à la cinquième Conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Le 26 septembre, il ira dans la ville colombienne de Carthagène pour la signature de l'accord de paix « historique » entre le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) mettant fin à 50 ans de conflit.

Excluez-vous toute idée de vous rendre en République populaire démocratique de Corée (RPDC) où la situation ne cesse de s'empirer? Malheureusement, a reconnu le Secrétaire général, toutes mes initiatives se sont révélées vaines et peut-être parce que les choses n'étaient pas assez mûres à cause de l'aggravation des tensions. M. Ban Ki-moon a rappelé qu'il y a quelques jours encore, il a exprimé ses graves préoccupations face aux provocations de la RPDC. Je n'ai cessé, a-t-il dit, de faire de mon mieux pour contribuer à réduire les tensions dans la péninsule coréenne et de rapprocher la RPDC de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité, a-t-il souhaité, doit parler d'une même voix.

À la veille de sa dernière « semaine de haut niveau », le Secrétaire général a voulu dresser un premier bilan. Parmi ses satisfactions, il a cité l'adoption du Programme de développement à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur le changement climatique ainsi que la création d'ONU-Femmes, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

« L'incapacité de résoudre plusieurs conflits prolongés a été une source de beaucoup de souffrances », a-t-il confié. « Qu'en est-il de la réforme du Conseil de sécurité? » a demandé un journaliste. J'ai déclaré à de très nombreuses reprises, a rappelé le Secrétaire général, qu'il est grand temps de faire du Conseil un organe plus démocratique et plus représentatif. Mais la décision revient aux États Membres et après des négociations qui durent plus de 20 ans, aucun aspect de la réforme ne fait l'objet d'un consensus.

Le Secrétaire général a aussi répondu à une question sur Chypre, les dirigeants chypriotes grec et turc lui ayant demandé de s'impliquer personnellement dans le processus à venir. M. Ban Ki-moon a indiqué qu'il entend convoquer une réunion trilatérale le 25 septembre, encouragé par l'engagement des parties à achever le processus avant la fin de l'année.

Il a aussi été appelé à commenter les propos du Premier israélien, M. Benyamin Netanyahu, selon lequel les appels au démantèlement des colonies de peuplement sont une sorte d'appel au nettoyage ethnique. Je ne suis pas d'accord, a contré le Secrétaire général. L'occupation, qui dure depuis plus de 50 ans, doit cesser aussi vite que possible grâce à des négociations. M. Ban Ki-moon en a profité pour exprimer son inquiétude quant à la santé de l'ancien Président israélien, M. Shimon Peres, « un des leaders qui a fermement soutenu la solution à deux États ».

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.